

Analyse Retraites

N° 4 – Mars 2023

Nous sommes des agents de l'Insee, l'Institut national de la statistique et des études économiques, mobilisés contre la réforme des retraites du gouvernement.

Pour aider à la compréhension des enjeux sociaux et économiques autour de cette réforme, nous mettons en lumière des statistiques publiques dans une collection appelée Analyse Retraites. Ce nouveau numéro est centré sur les questions de pénibilité.

Par le comité de mobilisation de la direction générale de l'Insee (<https://twitter.com/ComiteDg>), soutenu par les sections CFTD, CGT, FO, SUD



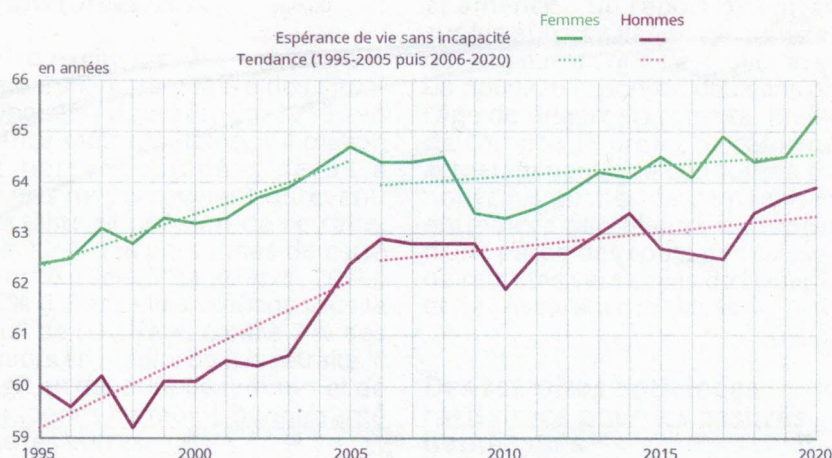
Un sénateur macroniste, François Patriat, expliquait il y a peu que « les déménageurs, les couvreurs, les gens dans les travaux publics sont équipés d'exosquelettes ». Les concernés en ont été les premiers surpris. Selon l'idéologie au pouvoir, les métiers pénibles auraient donc quasiment disparu, remplacés par des machines ayant éliminé tout effort. Même si cela était aujourd'hui vérifié, le recul de l'âge de départ en retraite n'en resterait pas moins un choix de société car, comme l'a montré notre Analyse Retraites n° 3, il ne répond à aucune nécessité économique. La question serait donc de savoir : un salarié doit-il avoir usé sa santé avant de pouvoir bénéficier d'une retraite ?

Les réalités vécues par les salariés sont loin de cela. Ces dernières décennies ont été marquées par une dégradation des conditions de travail, y compris chez les seniors : accélération des cadences, sous-effectif chronique dans certains secteurs constamment sous tension, parcellisation et surveil-

lance accrue, etc. En 2019, 37 % des salariés ne se sentent pas capables de tenir dans leur travail jusqu'à la retraite [Beatriz, 2023]. Il s'agit en premier lieu des métiers

les moins qualifiés, au contact du public ou dans le secteur du soin et de l'action sociale. Malgré des aménagements de poste, le départ des postes les plus difficiles passé

► Figure 1 : Espérance de vie sans incapacité par sexe entre 1995 et 2020



Note : la formulation de la question permettant d'identifier les incapacités dans l'enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV) a été modifiée entre 2007 et 2008, les valeurs des indicateurs d'espérance de vie sans incapacité avant et après 2008 ne sont pas totalement comparables.

Champ : France.

Sources : Drees ; Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

un certain âge ou les sorties d'emploi pour raison de santé, 18 % des 50 ans ou plus occupent toujours un poste qu'ils ne s'estiment pas capables de tenir jusqu'à la retraite.

Comment alors ne pas s'interroger sur l'impact de cette dégradation sur la santé et ne pas faire le lien avec le ralentissement, depuis une quinzaine d'années, de l'espérance de vie sans incapacité ► **figure 1** ? En 2020, cette dernière est de 63,9 ans pour les hommes et 65,3 ans pour les femmes, mais au-delà des moyennes, les inégalités restent marquées, notamment selon la profession exercée, le niveau de revenu ou de diplôme.

Les ouvriers vivent en bonne santé en moyenne 11 ans de moins que les cadres

Les inégalités portent d'abord sur la durée de la vie elle-même. L'**espérance de vie** des 5 % de personnes les plus aisées dépasse de 13 ans celle des 5 % les plus pauvres pour les hommes, et de 8 ans pour les femmes [Blanpain, 2018]. Celle des cadres dépasse de 6,4 ans celle des ouvriers pour les hommes, et de 3,2 ans pour les femmes [Blanpain, 2016]. À 62 ans, âge actuel d'ouverture des droits à la retraite, 14 % des ouvriers sont déjà décédés, contre 6 % des cadres ► **figure 2**.

L'écart est encore plus marqué selon le niveau de diplôme. Les diplômés du supérieur peuvent espérer vivre 7,5 ans de plus que les personnes non diplômées parmi les hommes, et 4 ans parmi les femmes. En d'autres termes, les personnes qui ont commencé à travailler plus jeunes, après une fin d'études plus précoce, vivent nettement moins longtemps que les autres.

Cette vie plus courte, les ouvriers la passent aussi plus longuement que les cadres en mauvaise santé. Un ouvrier de 30 ans peut espérer vivre **sans incapacité** jusqu'à 62,4 ans en moyenne pour un homme, et 64,7 ans pour une femme, soit 11 ans de moins qu'un ou une cadre du même sexe [Blasco et Lojkine, 2023 ; Cambois et al., 2008]. Avec une vie plus courte, et plus vite en incapacité, il s'agit bien d'une « double peine » pour les ouvriers et les classes populaires.

À l'inverse, les écarts d'espérance de vie entre hommes et femmes doivent être nuancés. Car si les femmes vivent en moyenne 6 ans de plus que les hommes, leur espérance de vie sans incapacité n'est supérieure que de 1,4 an. Les années de vie supplémentaires des femmes sont donc pour la plupart vécues en mauvaise santé. En outre, l'âge effectif de départ en retraite est en moyenne légèrement plus élevé pour les femmes

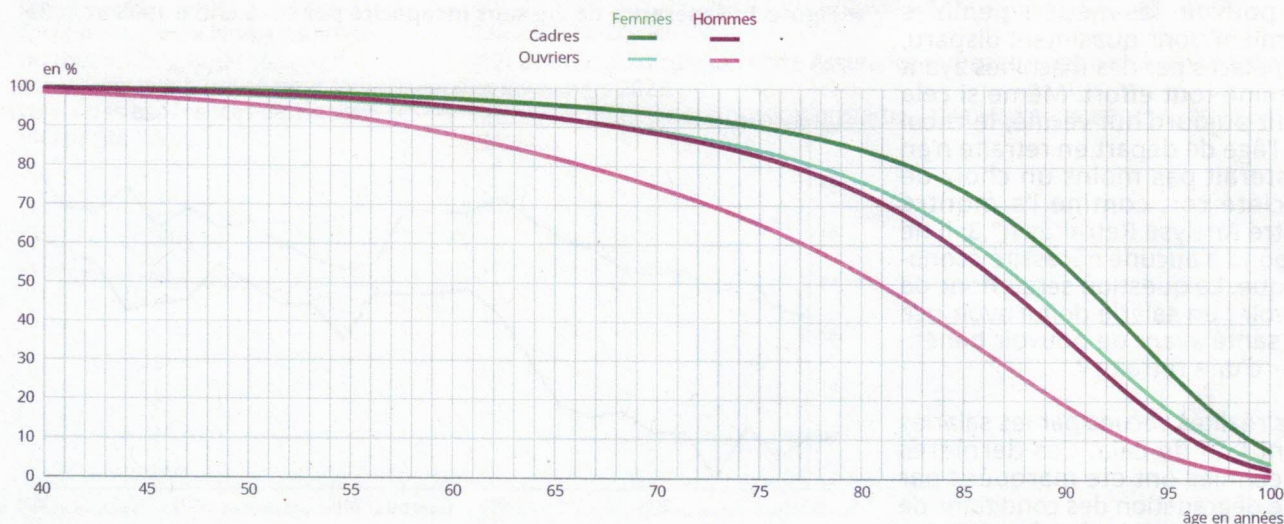
(62,6 ans contre 62,0 ans pour les hommes en 2020). Elles profitent donc en moyenne de peu de temps à la retraite en bonne santé.

Au moment du départ en retraite, quasiment une personne sur quatre présente déjà une incapacité : 8 % sont fortement limitées depuis au moins six mois dans leurs activités quotidiennes à cause d'un problème de santé et 15 % moins fortement [Aubert, 2020]. Ces incapacités sont nettement plus fréquentes chez les ouvriers (34 %) que chez les cadres (14 %), alors même que les cadres partent en retraite en moyenne un an plus tard que les ouvriers (à 62,9 ans, contre 61,9 ans) ► **figure 3**.

Les contraintes physiques sont toujours présentes et la surveillance électronique contribue à l'intensification du travail

Si certaines contraintes physiques au travail sont moins répandues aujourd'hui qu'il y a vingt ans, elles concernent toujours une part importante des salariés. En 2017, 35 % d'entre eux sont exposés à la manutention manuelle de charge, 5 % pour une durée supérieure ou égale à 20 heures par semaine (7 % en 1994) [Memmi et al., 2019]. De même, la station debout et le piétinement prolongé ont globalement baissé mais concernent toujours 21 % des salariés. L'expo-

► **Figure 2 : Part de la génération encore en vie à chaque âge dans les conditions de mortalité de 2009-2013 selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle**



Champ : France.

Sources : Insee, Échantillon Démographique Permanent et état civil.

► Figure 3 : Indicateurs selon la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle (CSP)	Proportion de personnes fortement limitées au cours de la première année de retraite (en %)	Proportion de personnes limitées, mais pas fortement, au cours de la première année de retraite (en %)	Âge conjoncturel de départ à la retraite (en années)	Proportion de retraités à 61 ans (en %)	Durée moyenne en emploi (hors cumul) après 50 ans (en années)	Durée moyenne sans emploi ni retraite après 50 ans (en années)
Agriculteurs exploitants	2	21	63,1	48	12,1	1,1
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7	10	62,9	30	10,5	2,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	2	12	62,9	25	11,5	1,4
Professions intermédiaires	5	13	61,4	51	9,5	1,9
Employés	11	15	62,3	29	8,7	3,6
Ouvriers	14	20	61,9	44	7,5	4,3
Toutes CSP confondues	8	15	62,1	37	9,2	2,9

Note : les retraités sont classés selon leur catégorie socioprofessionnelle antérieure.

Lecture : les ouvriers (ou anciens ouvriers) partent à la retraite en moyenne à 61,9 ans en 2018. 44 % d'entre eux sont déjà retraités à 61 ans, soit dans l'année qui précède l'âge d'ouverture des droits de droit commun.

Champ : France métropolitaine, hors personnes n'ayant jamais travaillé.

Sources : Aubert, 2020 – enquête Emploi 2018 (Insee), calculs Drees.

sition à cette contrainte physique pour de courtes durées a par ailleurs augmenté. Les expositions aux vibrations dans les bras – liées à l'utilisation de certains outils comme les tronçonneuses, marteaux-piqueurs, etc. – sont également en hausse sur vingt ans (11 % des salariés, contre 9 % en 1994 ; 55 % dans la construction). De même, l'exposition à des nuisances sonores affecte 32 % des salariés, contre 27 % en 1994. Enfin, 19 % des salariés subissent des postures forcées d'une ou plusieurs articulations.

L'intensité du travail, imposée par le rythme des machines, la pression hiérarchique ou les objectifs chiffrés, contribue également à la pénibilité au travail, y compris dans les emplois dits « de bureau ». En 2017, un salarié sur trois (32 %) subit au moins trois contraintes de rythme de travail, contre 28 % en 1994. Beaucoup doivent répondre immédiatement à des demandes extérieures (56 % en 2017 contre 50 % en 1994), interrompre une tâche pour en faire une autre non prévue (59 % contre 46 %), respecter des normes de production ou des délais inférieurs à la journée (35 % contre 38 %). La hiérarchie intermédiaire s'est légèrement effacée (25 % des salariés subissant ses contrôles ou sa surveillance permanents, contre 28 % en 1994), mais elle a été largement remplacée par un contrôle ou un suivi informatisé (32 % des salariés, contre 15 % en 1994).

En définitive, près d'un salarié sur trois (32 %) est en situation de tension au travail, cumulant une forte demande psychologique et une faible latitude décisionnelle.

Après 50 ans, les personnes en incapacité passent en moyenne 8,5 années sans emploi ni retraite

Les problèmes de santé qui surviennent en fin de carrière, particulièrement chez les ouvriers, sont un facteur d'exclusion du marché du travail. Ainsi, après 50 ans, les personnes fortement limitées dans les activités du quotidien passent en moyenne 8,5 ans sans emploi ni retraite, contre 4,6 ans pour celles partiellement limitées et 1,8 an pour les personnes sans incapacité [Aubert, 2020].

Quel que soit leur état de santé, les pertes d'emploi se multiplient pour les seniors dans les années qui précèdent le départ en retraite : quatre sur dix connaissent au moins une fois une période significative de chômage, de maladie, d'invalidité ou d'absence par rapport au marché du travail après 50 ans [Drees, 2022].

Cette exclusion des seniors par les employeurs génère des situations de pauvreté. En 2015, en France métropolitaine, 1,4 million de personnes âgées de 53 à 69 ans ne percevaient ni revenu d'activité ni pension de retraite, soit 11 % des personnes de cette tranche d'âge [D'Isanto *et al.*, 2018]. 32 % d'entre elles vivaient sous le seuil de pauvreté, contre 7 % des seniors en emploi ou à la retraite. Il s'agit en majorité de femmes et de personnes en moins bonne santé que les autres.

La réforme de 2010, qui avait reculé l'âge d'ouverture des droits à la retraite de 60 ans à 62 ans,

avait déjà eu des effets significatifs sur les taux de chômage et d'invalidité en fin de carrière. Entre 2010 et 2022, le nombre de chômeurs indemnisés âgés de 60 ans ou plus a progressé de 100 000, provoquant une hausse des dépenses d'assurance chômage de 1,7 milliard d'euros [Unédic, 2023]. Cette réforme a également entraîné un accroissement significatif du nombre d'arrêts-maladie après 60 ans, en particulier pour les personnes ayant déjà des problèmes de santé [Ben Halima *et al.*, 2023]. Par exemple, au sein des premières générations à avoir subi la réforme, 7,7 % des femmes ont dû prendre au moins un arrêt-maladie à 61 ans, contre 4,4 % au sein des dernières générations à avoir échappé à la réforme. Ces arrêts-maladie, qui se substituent à la retraite, représentent un surcoût annuel de l'ordre de 68 millions d'euros pour l'Assurance maladie. Ils peuvent aussi déstabiliser les collectifs de travail et amener à un report du travail sur les autres salariés. Un constat qui ne pourrait que s'aggraver avec un nouveau report de deux ans de l'âge de départ en retraite. En fin de compte, le projet de réforme actuel ne peut que conduire à de nouvelles poches de pauvreté, et entraînera par ailleurs un report d'une partie des coûts des caisses de retraites vers celles de l'Unédic et de l'Assurance maladie.

Des retraites anticipées rarissimes pour les assurés handicapés

Paradoxalement, les personnes souffrant de limitation dans les activités quotidiennes liquident

leur retraite en moyenne plus tardivement que celles sans invalidité [Aubert, 2020]. En effet, ayant souvent connu une période de chômage prolongé en fin de carrière, il leur est plus difficile d'atteindre le nombre d'années de cotisation requis pour partir sans décote, ou de faire valoir une retraite anticipée pour carrière longue.

Depuis la réforme de 2003, diverses mesures ont été mises en place pour permettre, sous certaines conditions, des départs avant l'âge légal. La principale est la retraite anticipée pour carrière longue, qui concerne 19 % des départs en retraite en 2021 [Cnav, 2022]. Les autres dispositifs, liés aux problèmes de santé (handicap, incapacité, amiante), restent en revanche très marginaux (1,4 % des départs en retraite), les conditions à remplir étant très restrictives. ■

► Définitions

L'**espérance de vie** à la naissance représente la durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Le **niveau d'incapacité** des personnes est repéré selon l'indicateur, standardisé au niveau international, de limitations d'activité générales, construit d'après la réponse à la question : « Êtes-vous limité(e), depuis au moins six mois, à cause d'un problème de santé, dans les activités que les gens font habituellement ? ». Ses modalités de réponse sont : « Oui, fortement limité », « Oui, limité mais pas fortement », ou « Non, pas limité du tout ». C'est l'indicateur qui est, notamment, utilisé pour le calcul des espérances de vie sans incapacité (EVS).

► Bibliographie

- [1] **Aubert P.**, « Les personnes ayant des incapacités quittent le marché du travail plus jeunes mais liquident leur retraite plus tard », *Études et Résultats* n° 1143, Drees, février 2020.
<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/les-personnes-ayant-des-incapacites-quittent-le-marche-du-travail>
- [2] **Beatriz M.**, « Quels facteurs influencent la capacité des salariés à faire le même travail jusqu'à la retraite ? », *Dares Analyses* n° 17, mars 2023.
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/quels-facteurs-influencent-la-capacite-des-salaries-faire-le-meme-travail-jusqua-la-retraite>
- [3] **Ben Halima M. A., Ciriez C., Koubi M., Skalli A.**, « Âge légal de départ en retraite et absences maladie : quels effets du passage à 62 ans en 2010 ? », *Connaissance de l'emploi* n° 187, Cnam, CEET, février 2023.
<https://ceet.cnam.fr/publications/connaissance-de-l-emploi/age-legal-de-depart-en-retraite-et-absences-maladie-quels-effets-du-passage-a-62-ans-en-2010--1394102.kjsp?RH=1507126380703>
- [4] **Blanpain N.**, « L'espérance de vie par niveau de vie : chez les hommes, 13 ans d'écart entre les plus aisés et les plus modestes », *Insee Première* n° 1687, février 2018.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3319895>
- [5] **Blanpain N.**, « Les hommes cadres vivent toujours 6 ans de plus que les hommes ouvriers », *Insee Première* n° 1584, février 2016.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908110>
- [6] **Blasco J., Lojkine U.**, « Mortalité et incapacités par catégorie socio-professionnelle. Résultats préliminaires », *Document de travail*, février 2023.
<https://t.co/BxbIHwIHM>
- [7] **Cambois E., Laborde C., Robine J.-M.**, « La "double peine" des ouvriers : plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte », *Population & Sociétés* n° 441, Ined, janvier 2008.
<https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/la-double-peine-des-ouvriers-plus-d-annees-d-incapacite-au-sein-d-une-vie-plus-courte/>
- [8] **Cnav**, *Recueil statistique du régime général*, édition 2022.
<https://www.statistiques-recherches.cnnav.fr/recueil-statistique-2021.html>
- [9] **D'Isanto A., Hananel J., Musiedlak Y.**, « Un tiers des seniors sans emploi ni retraite vivent en dessous du seuil de pauvreté », *Études et Résultats* n° 1079, Drees, septembre 2018.
<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/un-tiers-des-seniors-sans-emploi-ni-retraite-vivent-en-dessous-du>
- [10] **Drees**, « Les retraités et les retraites – édition 2022 », *Panoramas de la Drees*, novembre 2022.
<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-documents-de-referance-communiquede-presse/panoramas-de-la-drees/les-retraites-et-les>
- [11] **Memmi S., Rosankis É., Sandret N., Duprat P., Léonard M., Morand S., Tassy V.**, « Comment ont évolué les expositions des salariés du secteur privé aux risques professionnels sur les vingt dernières années ? », *Dares Analyses* n° 41, septembre 2019.
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publications/comment-ont-evolue-les-expositions-des-salaries>
- [12] **Unédic**, « Articulation entre Assurance chômage et retraites », *présentation en ligne*, mars 2023.
<https://www.unedic.org/publications/articulation-entre-assurance-chomage-et-retraites>

